



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED BUR.89/4



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

23 mars 2020
Original : anglais

89^{ème} réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection du milieu marin
et du littoral de la Méditerranée et ses Protocoles

Rome, Italie, 22 - 23 avril 2020

Point 3 de l'ordre du jour : Rapport sur les travaux menés en janvier – mars 2020

Rapport du Secrétariat sur la mise en œuvre des décisions de la CdP 21

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PNUE/PAM
Athènes, 2020

<p>6. <i>Approuvent</i> la liste des partenaires du PAM, nouveaux et renouvelés, telle que présentée en annexe III de la présente Décision et demandent au Secrétariat et aux composantes du PAM d'encourager davantage la participation et l'implication effective des partenaires du PAM et d'autres parties prenantes concernées dans l'accomplissement du mandat du système du PAM de la Convention de Barcelone, sur la base de leur expertise et de leur pertinence par rapport à ce mandat ;</p>	JAUNE							
<p>7. <i>Approuvent</i> la composition de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) pour l'exercice biennal 2020-2021, telle que présentée en annexe IV de la présente Décision ;</p>	VERT							
<p>8. <i>Exhortent</i> les membres de la CMDD, le Secrétariat et les partenaires du PAM à mobiliser des manifestations d'intérêt pour l'adhésion à la CMDD pour l'exercice biennal 2022 - 2023, et demandent au Comité directeur de la CMDD, avec l'appui du Secrétariat, d'identifier et de mettre en œuvre les moyens possibles pour que les membres sortant de la Commission restent impliqués dans son travail ;</p>	JAUNE							
<p>9. <i>Approuvent</i> la Feuille de route pour l'évaluation de la Stratégie à moyen terme pour 2016 – 2021 et la préparation de la Stratégie à moyen terme pour 2022 – 2027, comme présenté en annexe V de la présente Décision ;</p>	VERT							
<p>10. <i>Demandent</i> au Secrétariat de préparer la Stratégie à moyen terme du PNUE/PAM pour 2022 - 2027, en étroite collaboration avec les composantes du PAM et avec le plein engagement des Parties contractantes, sous la direction du Bureau et par le biais d'un comité de pilotage spécifique composé du Bureau, complété par un groupe restreint de Parties contractantes intéressées (3 personnes supplémentaires dont une est nommée par chaque sous-groupe, afin de garantir une représentation géographique équilibrée), et de soumettre un premier projet à un groupe de travail à composition non limitée, pour soumission finale aux Parties contractantes lors de leur 22^e réunion (CdP 22) ;</p>	JAUNE							

11. <i>Preignent note</i> des résultats de l'évaluation de la réunion des Points focaux thématiques pour les Aires Spécialement Protégées/Diversité Biologique organisée à titre d'essai au cours de l'exercice biennal 2018 - 2019 ainsi que de l'analyse associée, tels que présentés en annexe VI de la présente Décision et demandent au secrétariat d'organiser une réunion des points focaux ASP/Biodiversité sur la base des enseignements tirés et en tenant compte de l'organisation des réunions consécutives des Points focaux ;	ORANGE							
12. <i>Demandent</i> au Secrétariat de continuer à identifier, promouvoir et renforcer les synergies avec d'autres secrétariats en ce qui concerne les mesures de protection et de gestion spatiales pour la biodiversité marine en Méditerranée, en s'appuyant sur les travaux existants aux niveaux pertinents et en favorisant la coopération avec les objectifs suivants: assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine en Méditerranée à travers l'application de l'approche écosystémique ;	JAUNE							
13. <i>Demandent</i> au Secrétariat de faire rapport aux Parties contractantes lors de leur 22e réunion (COP 22) sur les actions entreprises visant à créer des synergies et renforcer la coopération avec d'autres secrétariats concernant les mesures de protection et de gestion spatiales de la biodiversité marine en zone méditerranéenne ;	ORANGE							
14. <i>Preignent note</i> de « l'Appendice révisé de la Stratégie de mobilisation des ressources actualisée », tel que présenté en annexe VII de la présente Décision ;	VERT							
15. <i>Preignent note</i> des domaines de coopération avec l'UNESCO/Programme MAB, tels que présentés en annexe VIII de la présente Décision et prient instamment les Secrétariats respectifs de les formaliser et de garantir le partenariat le plus efficace et bénéfique possible dans les domaines concernés, en vue également d'élargir la portée de la coopération avec l'UNESCO à l'avenir ;	JAUNE							
16. <i>Accueillent favorablement</i> l'ensemble convenu de dispositions communes pour les accords avec les pays hôtes, telles que présentées en annexe IX de la	JAUNE							

2. <i>Invite</i> les Parties contractantes à prendre des mesures concrètes dans leurs politiques environnementales, avec le soutien du Secrétariat, pour incorporer les préoccupations soulevées dans les Annexes I et II de la présente décision ;	JAUNE							
3. <i>Encourage</i> les Parties contractantes et le Secrétariat à prendre les mesures nécessaires pour combler les déficits de connaissance qui sont identifiés dans le Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée ;	JAUNE							
4. <i>Approuve</i> la feuille de route et l'évaluation des besoins concernant le Rapport 2023 sur la qualité de la Méditerranée, telles qu'elles figurent à l'Annexe V de la présente décision, et demande au Secrétariat et aux composantes du PAM de continuer à définir en 2020, avec les Parties contractantes et les CORMON, les exigences et les délais concrets d'exécution, au niveau des indicateurs communs et pour chaque Partie contractante, afin de garantir une collecte de données efficace et de combler les lacunes en matière de connaissance et ainsi permettre à l'ensemble du système PAM de réaliser avec succès le Rapport 2023 sur la qualité de la Méditerranée ;	JAUNE							
5. <i>Approuve</i> la proposition de feuille de route révisée pour l'étude prospective MED 2050, telle que présentée en Annexe III à la présente décision, et demande au Secrétariat de mettre en œuvre ladite feuille de route proposée, en coopération avec les autres composantes du Plan d'action pour la Méditerranée ;	JAUNE							
6. <i>Encourage</i> les Parties contractantes à participer à la phase II de l'étude prospective MED 2050, à organiser sur une base volontaire des ateliers infrarégionaux et nationaux, et à nommer des experts compétents ou des parties prenantes nationales intéressées, y compris des représentants de la jeunesse, afin qu'ils contribuent à l'étude ;	JAUNE							
7. <i>Approuve</i> les éléments de la feuille de route pour la consultation des décideurs et des parties prenantes sur le Premier Rapport d'évaluation de l'état actuel et des risques des changements climatiques et environnementaux	JAUNE							

	Centre d'activités régionales sur les Aires spécialement protégées d'élaborer des critères d'inclusion des aires spécialement protégées dans le répertoire, pour examen par les Parties contractantes lors de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (CdP 22) ;								
	5. <i>Encourage</i> les Parties contractantes à promouvoir le rôle des aires marines protégées en tant que sites de référence relevant du Programme intégré de surveillance et d'évaluation de la mer et des côtes méditerranéennes et des Critères d'évaluation y afférents ;	JAUNE							
	6. <i>Décide</i> d'inclure la Réserve naturelle marine de Cerbère-Banyuls (France), l'aire marine protégée des îles Egadi (Italie), le parc naturel de Strunjan (Slovénie) et le Corridor de migration des cétacés en Méditerranée (Espagne) dans la liste des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne;	VERT							
	7. <i>Encourage</i> la poursuite de la coopération et de la collaboration dans la gestion et la conservation des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne entre les Parties contractantes ainsi qu'entre les différentes Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne, principalement grâce (i) à un soutien technique, institutionnel et financier ; (ii) au transfert de technologies ; (iii) au renforcement des capacités ; (iv) au partage des meilleures pratiques et des expériences ; et (v) au jumelage et autres moyens appropriés ;	JAUNE							
	8. <i>Demande</i> au Secrétariat d'élaborer des concepts afin de créer une Journée des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne et un Certificat des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (Diplôme méditerranéen pour les Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne), et de les soumettre pour examen aux Parties contractantes lors de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (CdP 22) ;	ORANGE							
	9. <i>Décide</i> d'inclure les Cinq Aires spécialement protégées d'importance méditerranéennes énumérées ci-dessous dans une période transitoire de six ans au maximum : - Réserve naturelle des îles du Palmier (Liban), - Réserve naturelle côtière de Tyre (Liban),	VERT							

<ul style="list-style-type: none"> - Île de Kneiss (Tunisie), - Archipel de La Galite (Tunisie), et - Parcs nationaux de Zembra et Zembretta (Tunisie) ; 								
<p>10. <i>Demande</i> au Secrétariat de considérer comme une priorité d'aider le Liban et la Tunisie à identifier et à lancer un ensemble de mesures correctives appropriées et à informer, la quinzième réunion des Points focaux pour les ASP/DB des progrès réalisés, et à encourager les autres Parties, les autres ASPIM ainsi que les mécanismes de financement appropriés à contribuer à leur mise en œuvre ;</p>	JAUNE							
<p>11. <i>Demande</i> au Liban et à la Tunisie d'informer la quinzième réunion des Points focaux pour les ASP/DB de l'identification et du lancement de mesures correctives appropriées pour ces aires ;</p>	JAUNE							
<p>12. <i>Salue</i> la volonté du Fonds environnemental pour les aires marines protégées de Méditerranée (The MedFund) d'aider les Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne en général, et celles incluses dans une période transitoire en particulier, et encourage les opérations de soutien et de parrainage de tout autre donateur pertinent ;</p>	VERT							
<p>13. <i>Adopte</i> le format mis à jour d'examen périodique des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne, comme présenté en annexe à la présente décision, et demande au Secrétariat d'en tenir compte comme il se doit dans le système d'évaluation en ligne des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne ;</p>	JAUNE							
<p>14. <i>Demande</i> au Secrétariat de travailler avec les autorités nationales pertinentes désignées à Chypre, en France, en Italie, au Maroc et en Espagne afin de procéder à l'examen périodique ordinaire des onze Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne énumérées ci-dessous, conformément à la procédure établie dans la décision IG.17/12, adoptée par les Parties contractantes lors de la quinzième session de la Conférence des Parties (CdP 15) (Almeria, Espagne, 15-18 janvier 2008), et de porter les</p>	ORANGE							

	<p>9. <i>Demandent</i> au Secrétariat et aux composantes concernées du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) de soutenir les Parties contractantes dans la mise en œuvre du Protocole « offshore » et des Normes et lignes directrices offshore méditerranéennes, notamment à travers des réunions techniques, l'échange des meilleures pratiques et le renforcement des capacités, dans la mesure des ressources disponibles, de garantir également une évaluation régulière des lignes directrices dans un intervalle maximal de deux ans et leur mise à jour, le cas échéant,</p>	ORANGE							
	<p>10. <i>Demandent</i> au Secrétariat de poursuivre son travail et de finaliser les Lignes directrices sur l'évaluation de l'impact environnemental (EIE), comme le prévoit le Plan d'action offshore (Objectif spécifique 8), en tenant compte des propositions et suggestions additionnelles transmises par les Parties contractantes pour examen lors de la prochaine réunion de l'OFOG pendant la première année de l'exercice biennal 2020-2021, en vue d'une soumission à la 22^e réunion des Parties contractantes (CdP 22).</p>	ORANGE							
<p><u>Décision IG.24/10</u></p> <p>Principaux éléments des six Plans régionaux visant à réduire ou à prévenir la pollution marine d'origine tellurique, et mise à jour des annexes aux Protocoles « tellurique » et « immersions » de la Convention de Barcelone</p>	<p>1. <i>Approuvent</i> les principaux éléments et le calendrier pour l'élaboration de six Plans régionaux visant à réduire ou à prévenir la pollution marine d'origine tellurique, conformément à l'annexe I de la présente décision ;</p>	VERT							
	<p>2. <i>Créent</i> des groupes de travail composés d'experts désignés par les Parties contractantes pour élaborer, en fonction des principaux éléments décrits ci-dessus, les éléments ci-après et faire rapport à la 22^e réunion des Parties contractantes (CdP 22), sur la base du mandat et du calendrier établis par le Secrétariat et approuvés par le Bureau à sa première réunion pour l'exercice biennal 2020-2021 :</p> <p>a) Améliorer le Plan régional de réduction de la DBO5 concernant les eaux urbaines résiduaires dans le cadre de l'application de l'article 15 du Protocole « tellurique » (Décision IG.19/7) ;</p> <p>b) Élaborer un nouveau Plan régional pour la gestion des boues d'épuration et ses annexes techniques ;</p>	JAUNE							

<p>application de droits d'un montant raisonnable pour l'utilisation des installations de réception portuaires</p>	<p>Méditerranée » conformément aux articles 9 5) et 10 f) du Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée énoncées à l'annexe IV de la présente décision ;</p>									
	<p>5. <i>Exhortent</i> les Parties contractantes à prendre les actions nécessaires pour mettre en œuvre les mesures pertinentes prévues dans le Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée conformément aux calendriers, en s'appuyant sur les lignes directrices susmentionnées et en partageant les meilleures pratiques et les enseignements tirés dans le cadre du présent processus ;</p>	<p>JAUNE</p>								
	<p>6. <i>Invitent</i> toutes les Parties contractantes à la Convention de Barcelone à adhérer et à contribuer au Partenariat mondial sur les déchets marins dirigé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, au partenariat de la Convention de Bâle sur les déchets plastiques et aux initiatives mondiales pertinentes concernant les déchets marins ;</p>	<p>JAUNE</p>								
	<p>7. <i>Demandent</i> au Secrétariat, ainsi qu'aux composantes du Plan d'action pour la Méditerranée, de faciliter les travaux des Parties contractantes pour mettre en œuvre le Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée et ses Lignes directrices correspondantes et d'assurer à cette fin des synergies et une coordination régulière avec d'autres organisations régionales qui travaillent sur les déchets plastiques et les déchets marins en Méditerranée, en insistant UNEP/MED IG.24/22 particulièrement sur les processus régionaux des régions marines adjacentes, telles que la Commission pour la mer Noire et OSPAR ; et</p>	<p>JAUNE</p>								
	<p>8. <i>Demandent</i> au Secrétariat d'étudier avec l'Organisation maritime internationale les mesures qui pourraient être prises dans le cadre de leurs mandats respectifs pour créer des synergies en vue de renforcer la coopération et la coordination dans l'application de leurs plans ou stratégies respectifs concernant les déchets plastiques marins provenant de navires ainsi que d'autres plans ou initiatives pertinents.</p>	<p>JAUNE</p>								

4. <i>Demandent</i> au Secrétariat à ce que, pour les futures préparations du budget, les scénarios potentiels de budget, soient basés exclusivement sur le niveau des contributions évaluées,	ORANGE							
5. <i>Approuvent</i> les contributions ordinaires évaluées pour 2020-2021 des Parties contractantes présentées dans le tableau 2 « Revenu ordinaire prévu » de l'annexe à la présente Décision, qui reflète l'échelle de calcul de 2019-2021 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 73e session le 23 décembre 2015 dans la résolution A/RES/73/271,	VERT							
6. <i>Demandent</i> au Directeur exécutif du PNUE, en consultation avec l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, de prolonger le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée jusqu'au 3 décembre 2021,	VERT							
7. <i>Approuvent</i> la dotation en personnel de l'Unité de coordination, y compris du MEDPOL pour l'exercice biennal 2020-2021 comme indiqué dans le tableau 4a « Détails des salaires et des coûts administratifs du Secrétariat » dans l'annexe à la présente Décision,	VERT							
8. <i>Prennent note</i> de la dotation en personnel du REMPEC pour l'exercice biennal 2020-2021, comme indiqué dans le tableau 4b « Détails des salaires et des coûts administratifs du REMPEC » figurant à l'annexe de la présente Décision,	VERT							
9. <i>Exhortent</i> les Parties contractantes d'adhérer strictement à la Procédure 4.2 des Règles et procédures financières et de verser leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) au premier trimestre de chaque année afin de permettre la mise en œuvre intégrale et effective du Programme de travail,	JAUNE							
10. <i>Demandent</i> au Secrétariat de tenir à jour les informations sur l'état des contributions des Parties contractantes au Fonds d'affectation spéciale de la Méditerranée et de continuer à les publier dans un espace du site Internet du Programme d'action pour la Méditerranée accessible au public et de faire	JAUNE							

hypothèses clés sur lesquels il se base et en tenant compte des progrès réalisés au cours de la mise en œuvre du Programme de travail 2020-2021, en conformité totale avec la Stratégie à moyen terme,									
17. <i>Demandant</i> également au Secrétariat de soumettre un budget pour 2022-2023 suffisant pour couvrir la mise en œuvre du mandat dérivant de la Stratégie à moyen terme 2022-2027 et les capacités requises et les coûts opérationnels de l'ensemble du Secrétariat, y compris les composantes du PAM, tenant aussi en compte la nécessité d'allocation adéquate du MTF requis pour l'exécution efficace de leurs mandats et opérations,	ORANGE								
18. A cette fin, <i>demandant également</i> au Secrétariat de lier étroitement la préparation du PdT et du budget 2022-2023 au processus de préparation de la nouvelle SMT 2022-2027, prenant pleinement en considération les trois piliers principaux de son processus, principalement les contenus, priorités, résultats ; et d'évaluer l'adéquation du système PAM-Convention de Barcelone dans son intégralité pour atteindre les objectifs de la nouvelle SMT ainsi que sa durabilité financière. Cela peut inclure l'identification des méthodologies pour le calcul des parts des contributions des Parties.	ORANGE								